



Déclaration de la FNME CGT - Lundi 27 janvier à 16h30 **Réunion de concertation sectorielle relative à la réforme des retraites** **Mme Elisabeth BORNE et M. Laurent PIETRASZEWSKI**

Vous nous convoquez pour une réunion multilatérale sur la réforme des retraites. Nous sommes le 27 janvier 2020, la dernière fois que nous avons eu un contact c'était ici même le 3 octobre 2019. Ce même jour, vous avez pris l'engagement de recevoir la corporation minière pour discuter de leur régime spécial. Ils attendent encore !

Que s'est-il passé depuis notre dernière rencontre ?

Une déferlante d'énergie, indéniable, notamment des électriciens et gaziers pour s'opposer à la réforme des retraites est déployée, chaque semaine, depuis le 5 décembre.

En face de nous, votre gouvernement reste sourd et planté droit dans ses bottes, alors que la mobilisation des travailleurs est historique et que l'opinion publique s'oppose à votre réforme !

Ce projet porté par E. Macron et E. Philippe et soutenu par quelques « organisations syndicales » et lobbyistes financiers est fortement rejeté. Les Français soutiennent massivement la contestation historique et 61% demandent le retrait de ce projet de régression sociale. Si 70% des Français jugent le président Macron autoritaire, ce qui est en soi inquiétant, c'est simplement le reflet de son mépris et de son arrogance. Le pouvoir doit entendre le peuple et sa colère grandissante, pour l'instant canalisée !

A cela, il s'agirait aussi de mesurer une réalité que vous ne maîtrisez pas, c'est l'état d'esprit des électriciens et gaziers en grève chaque semaine. Je peux vous certifier qu'il est cohérent par rapport à l'engagement des salariés dans cette opposition de classe et reste véritablement d'un niveau historique sur la longueur. Les agents en grève sont motivés et leur détermination reste intacte. Si vous avez une once de recul sur la situation, allez regarder la lutte de 2004 ou de 2009 et vous verrez que mener des luttes pendant des mois ne nous a jamais fait peur, bien au contraire !

Beaucoup d'éléments viennent attiser la colère des électriciens et gaziers, vous n'y êtes pas pour rien. Votre intervention vidéo diffusée sur les adresses mail des agents et vos prises de parole pour fustiger, comme des terroristes, les électriciens et gaziers en grève qui agissent sur leur outil de travail, renforcent la montée en puissance de leur colère et vous discréditent dans les relations sociales.

Que peut-on attendre de vous maintenant ?

Les électriciens et gaziers ont compris votre objectif final, celui de mettre un terme au Statut des Industries Électriques et Gazières, en accompagnement de la transformation des groupes de l'énergie et de la volonté des employeurs de voir la fin d'un modèle social dont l'efficacité n'est plus à prouver !

Ce petit rappel pour vous dire que les électriciens et gaziers restent toujours attentifs aux velléités d'appliquer la loi PACTE à EDF et ENGIE. Personne n'est dupe en cette période d'inquiétude qui règne encore après les fortes mobilisations des personnels aux mois de septembre, octobre et novembre. Sur les piquets de grève, les agents parlent des retraites mais aussi du projet Hercule pour EDF et de la privatisation totale d'ENGIE.

Tout cela pour vous rappeler que les électriciens et gaziers refusent les attaques menées contre leur contrat de travail au nom du néo-libéralisme. Je vous rappelle que ces conquits sociaux ont été actés dans un contexte économique très critique pour notre pays.

Aujourd'hui, les électriciens et gaziers connaissent parfaitement le niveau de captation des richesses dans le secteur de l'énergie en France.

Votre volonté de suppression du Statut des IEG est donc, non seulement un acte antisocial mais également un non-sens économique.

Les travailleurs des IEG exigent une juste et solidaire répartition des richesses qu'ils créent tous les jours. Cela commence par un minimum, c'est-à-dire, le maintien de leur régime spécial de retraite et de toutes les dispositions statutaires garanties à ce jour !

Concernant notre régime spécial de retraite, les agents ont malheureusement beaucoup à perdre.

Nous pouvons nous appuyer sur quelques exemples :

- Un calcul de la pension sur toute la carrière en lieu et place des 6 derniers mois. Une carrière complète dans les IEG, c'est un taux de départ assuré à 75% du salaire.
- La disparition des spécificités des IEG, notamment des départs anticipés pour services actifs. D'après nos calculs, la perte pourrait atteindre 25% soit entre 800 et plus de 1 000 euros par mois.
- Actuellement le financement de nos retraites est adossé au régime général, à l'AGIRC-ARCCO et couplé à des sur-cotisations salariales et employeurs pour permettre le financement global de notre régime. Le volume de la cotisation représente aujourd'hui 50% du salaire brut et demain, ce sera 28%. Moins 22% de cotisations ! C'est une baisse de 500 millions.
Qui peut croire que les pensions demain seront du même niveau avec une baisse aussi importante ?
- Même en intégrant les primes, qui ne concerneraient que 30% des agents des IEG pour compenser cette baisse, il y aurait nécessité d'augmenter les salaires d'environ 1,7 milliard. Cela représenterait 25% d'augmentation de salaire individuel pour garder la même volumétrie de financement.
- Les femmes, qui travaillent essentiellement sur des métiers du tertiaire avec des carrières incomplètes seront les premières perdantes de ce projet de réforme des retraites.
- Sauf à nous prouver le contraire par des arguments juridiques, la réforme toucherait aussi les inactifs et retraités des IEG. Cette population pourrait se voir priver de leurs garanties sociales et statutaires.
- La disparition de la Caisse Nationale du Régime Spécial de Retraites des IEG.

La FNME CGT est une organisation syndicale qui a toujours pris ses responsabilités dans la gestion de ce conflit social en aidant à organiser cette colère des travailleurs en grève par des initiatives d'actions diverses dans tout le pays, car nous sommes convaincus que cette réforme des retraites est néfaste pour le monde du travail.

D'ailleurs, l'analyse du conseil d'État sur la réforme est sans équivoque. Ce qui vient renforcer encore plus notre responsabilité de poursuivre l'organisation de la lutte des agents grévistes qui, cette semaine, seront encore mobilisés.

Ne croyez pas une seule seconde que la répression que vous organisez, en collaboration étroite avec nos employeurs pour sanctionner les blocages de sites ou les interventions sur le réseau, va déstabiliser leur motivation. Je vous le redis, elle reste et restera intacte et comptez sur toute la CGT pour défendre nos camarades mis au pilori.

Les électriciens et gaziers sont des agents attachés au Service Public que ce Gouvernement et les Gouvernements passés ont fait le choix de sacrifier sur l'autel de la financiarisation, au mépris de l'intérêt général et du bien commun. Le choix d'organiser l'énergie dans une concurrence déloyale, c'est abandonner la réponse aux besoins des citoyens, c'est nier que l'énergie est un besoin vital et c'est accepter la précarité énergétique qui touche 13 millions de foyers à ce jour.

Nous, les électriciens et gaziers ne pouvons accepter cette politique du pire. Nous ne sommes pas de ce monde-là !

A la FNME CGT, comme dans toute la CGT, nous voulons que la population et les travailleurs vivent dignement, en organisant une solidarité intergénérationnelle basée sur la Sécurité Sociale telle que réfléchi au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Notre combat et nos orientations sont bien de développer des services publics, de créer des emplois, de réduire les inégalités, d'organiser l'égalité entre les femmes et les hommes... Tout ce que vous ne pouvez pas comprendre car votre politique va à contre sens de ce monde juste et solidaire que nous voulons.

Notre monde n'est pas compatible à l'enrichissement des capitalistes néo-libéraux et des tenants du capital. Vous défendez les 1% les plus riches, nous défendons les 99% restants !

La CGT n'est pas un partenaire social mais un syndicat de classe qui combat, entre autres, la régression sociale. Pour toutes ces raisons, la FNME CGT exige le retrait de la réforme des retraites.